

La III^{ème} République

(de 1870 à 1914)



Sommaire

Les personnages :

Les Présidents de la 3ème République, Bismarck, Bazaine, Guillaume 1er, Thiers, Gambetta, Mac-Mahon, Sadi-Carnot, Clemenceau, Poincaré.

Les événements :

la défaite de Sedan, la reddition de l'armée française, la Troisième République, le siège de Metz, la Commune de Paris, le Traité de Francfort, la Triple alliance, la crise boulangiste, l'affaire Dreyfus, la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Triple Entente, l'attentat de Sarajevo, l'assassinat de Jean-Jaurès, la Déclaration de Guerre.

1870
1871
1873
1874
1877
1877
1879
1879
1880
1881
1882
1883
1887
1894

4 Septembre
17 Février
24 Mai
22 Mai
17 Mai
13 Décembre
30 Janvier
4 Février
23 Septembre
10 Novembre
30 Janvier
21 Février
3 Décembre
27 Juin

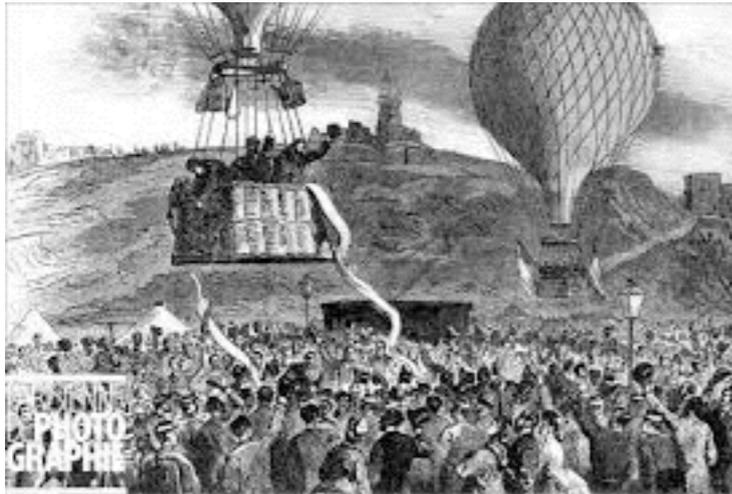
Présidents de la République
Thiers
Mac-Mahon
Jules Grévy
Sadi Carnot
Casimir-Périer

Présidents du Conseil
Général Trochu
Dufaure
de Broglie
Courtot de Cisse
de Broglie
Dufaure
Waddington
Jules Ferry
Gambetta
Freycinet
Jules Ferry

1895	17 Janvier
1896	26 Avril
1899	16 Février
1899	22 Juin
1902	7 Juin
1905	24 Janvier
1906	18 Février
1906	25 Octobre
1909	24 Juillet
1913	18 Février
1913	22 Mars
1915	29 Octobre
1917	16 Novembre
1920	18 Janvier
1920	18 Février
1920	23 Septembre

Présidents de la République	
	Félix Faure
	Emile Loubet
	Fallières
	Raymond Poincaré
	Deschanel
	Millerand

Présidents du Conseil	
	Jules Méline
	Waldeck Rousseau
	Emile Combes
	Rouvier
	Clémenceau
	Briand, Monis, Caillaux, Poincaré
	Barthou
	Aristide Briand
	Clémenceau
	Millerand



Gambetta



Bazaine

1870-2 Septembre : défaite de Sedan, entretien de Donchery entre Napoléon III et **Bismarck**. A Frenois, au château de Bellevue qui domine Sedan et la Meuse, les généraux en chef des deux camps signent la **reddition de l'armée française**, en présence des deux souverains.

3 Septembre : Napoléon III gagne son lieu de détention de Wilhemshöhe, près de Cassel en Allemagne, en passant par Bouillon et Liège.

4 Septembre : l'opposition parlementaire républicaine, menée par Gambetta, proclame **la 3ème République**. Un gouvernement de la Défense nationale est constitué avec Gambetta, Jules Favre, Jules Ferry et avec, à sa tête, le général Trochu.

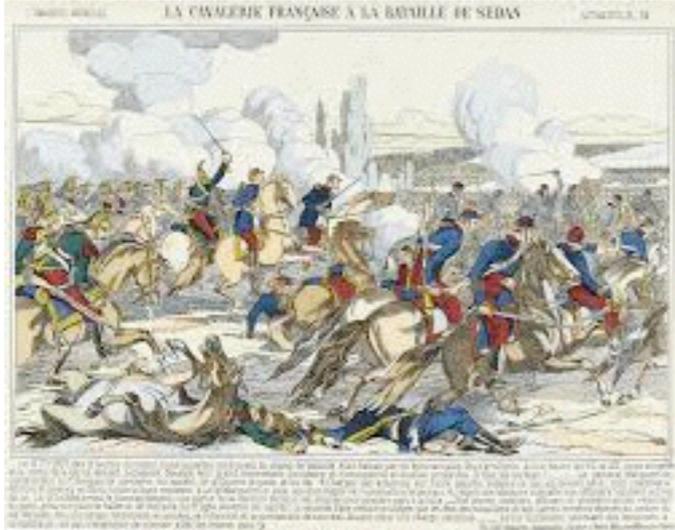
18 Septembre : début du siège de Paris. L'armée de **Bazaine** résiste toujours dans Metz assiégée.

7 Octobre : **Gambetta** quitte Paris en ballon pour tenter de réorganiser la défense de la France depuis Tours.

30 Octobre : la capitulation précipitée de Bazaine et de **l'armée de Metz** (150 000 hommes) force le gouvernement à se replier de Tours à Bordeaux.

La défaite de Sedan

La bataille de Sedan se déroule le 1^{er} septembre 1870. L'armée française, commandée par Napoléon III et Mac-Mahon, a tenté en vain de lever le siège de Metz, mais elle est interceptée par l'armée prussienne stationnée en Meuse. Elle est vaincue à la bataille de Beaumont. L'armée de la Meuse et la Troisième Armée Prussienne de von Moltke, accompagné par le Kaiser et le Chancelier Bismarck, font jonction et encerclent les restes de l'armée française à Sedan. Mac-Mahon est blessé durant ces affrontements et le commandement fut assuré par Auguste-Alexandre Ducrot. A Sedan, l'armée française forte de 120 000 hommes est opposée à l'armée prussienne forte de 200 000 hommes. C'est une victoire décisive des forces prussiennes, l'Empereur est fait prisonnier et assiste à la reddition de son armée.



Les personnages

Otto von Bismarck (Schönhausenle 1815 - Friedrichsruh 1898)

homme politique prussien puis allemand. Il est à la fois ministre-président du Royaume de Prusse de 1862 à 1890, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1867 à 1871, avant d'accéder au poste de premier chancelier du nouvel Empire allemand de 1871 à 1890, tout en conservant sa place de ministre-président de Prusse. Il joue un rôle déterminant dans l'unification allemande. Il est nommé ministre-président de Prusse en 1862.

Dans le conflit constitutionnel prussien, il lutte contre les libéraux pour maintenir la primauté de la monarchie. Également ministre des Affaires étrangères, il déclenche la guerre des Duchés puis la guerre austro-prussienne entre 1864 et 1866, et impose par là-même la suprématie de la Prusse en Allemagne. La guerre franco-prussienne de 1870 permet de résoudre la question allemande en retenant la solution petite-allemande, défendue par la Prusse, et entraîne l'unification allemande en 1871. Ensuite, sur le plan de la politique extérieure, il essaie d'établir un équilibre entre les grandes puissances européennes grâce à un système d'alliances.



La reddition de l'armée française (2 septembre 1870)

Les premiers revers d'août 1870 sont imputés à Napoléon III et à Ollivier, ce qui fournit à la Chambre l'occasion de renverser le Premier ministre, à une écrasante majorité, le 9 août 1870, laissant l'empereur seul sur la ligne de front, qu'elle soit politique ou militaire. Pendant que Napoléon III cherche « la mort sur le champ de bataille », l'impératrice Eugénie, régente, nomme le bonapartiste autoritaire le comte de Palikao, à la tête du gouvernement. Sous la pression de l'impératrice, Napoléon III renonce à se replier sur Paris et marche vers Metz au secours du maréchal Bazaine encerclé. Ses troupes sont elles-mêmes encerclées à Sedan. Le 2 septembre 1870, n'ayant pu trouver la mort au milieu de ses hommes, Napoléon III dépose les armes au terme de la bataille de Sedan et tente de négocier les clauses de la capitulation avec Bismarck près du village de Donchery.

Désormais captif, il assiste avec le roi Guillaume de Prusse à l'acte de reddition de l'armée française au château de Bellevue situé près de Frénois, au sud de Sedan. Pendant leur discussion, il assure qu'il n'a pas voulu la guerre mais qu'il y a été contraint par l'opinion publique.

Le 3 septembre 1870, l'empereur, désormais prisonnier, quitte définitivement la France pour se rendre en Prusse et y être interné au château de Wilhelmshöhe, près de Cassel..

Autorisé à choisir son itinéraire, il choisit de passer par la Belgique, trajet plus court et plus facile. Il se rend d'abord à Bouillon pour y loger la nuit du 3 au 4 septembre à l'Hôtel de la Poste. Le 4 septembre, il se rend à la gare de Libramont, où un train spécial l'attend. Durant le trajet de Bouillon à Libramont, le convoi impérial s'arrête à Recogne à l'auberge Olivier où un déjeuner pour trente-cinq personnes a été commandé la veille. Napoléon se fait longuement expliquer le mécanisme. Le convoi passe ensuite par Liège.. Finalement, le 5 septembre, il reprend le train pour se rendre à Cassel.

La Troisième République

est proclamée le 4 septembre 1870, au lendemain de la défaite de Napoléon III à Sedan et de la reddition de l'armée française. La 3ème République restera en vigueur en France de 1870 à 1940. Elle est le premier régime français à s'imposer dans la durée depuis 1789. En effet, après la chute de la royauté, la France a expérimenté, en quatre-vingts ans, sept régimes politiques : trois monarchies constitutionnelles, deux républiques éphémères (pendant deux et quatre ans) et deux empires. Ces difficultés contribuent à expliquer les hésitations de l'Assemblée nationale, qui met neuf ans, de 1870 à 1879, pour renoncer à la royauté et proposer une troisième constitution républicaine.

Formant une constitution de compromis, les lois constitutionnelles de 1875 établissent une république parlementaire de type bicaméral. Marqués par le renversement en 1851 de la République par son premier président élu, les républicains vont n'accorder dans la pratique au chef de l'État qu'un rôle représentatif. La III^e République s'est illustrée par des grandes lois sur l'Instruction, la laïcité, les droits de grève, d'association et de réunion et une législation plus favorable aux salariés.

Née dans la défaite, la III^e République évolue de sa proclamation à sa chute dans un contexte de confrontation avec l'Allemagne. L'invasion par celle-ci du territoire français lancée le 10 mai 1940 provoque le transfert du pouvoir constituant de la Chambre des députés au Maréchal Pétain, le 10 juillet 1940, et par la suite la dissolution du régime.

La Troisième République a permis à la république de s'installer durablement dans l'histoire politique de la France après les deux échecs de la Première république de 1792 (deux ans) et de la Deuxième république de 1848 (quatre ans).

Bazaine (Versailles 1811 - Madrid 1888)

a servi en Algérie, en Espagne, en Crimée et au Mexique, mais il est surtout resté célèbre pour la reddition de l'armée du Rhin à Metz lors de la guerre franco-prussienne de 1870. Le 12 août 1870, en pleine guerre, Bazaine est nommé commandant en chef de l'armée du Rhin qui, battue, s'efforce de se replier vers Châlons-sur-Marne pour y rejoindre des réserves et faire face aux troupes allemandes. Cependant, alors que s'offre à lui l'occasion de détruire plusieurs corps de l'armée ennemie suite à la bataille de Mars-la-Tour, le 16 août, il décide, à l'étonnement général de son état-major, de replier son armée de 180 000 hommes à Metz, se laissant ainsi couper de la France libre et donc de ses réserves. Il négocie avec les Allemands l'autorisation d'une sortie de son armée « pour sauver la France d'elle-même », c'est-à-dire de la poussée républicaine. Les négociations s'éternisent et les vivres viennent à manquer dans la cité messine.

Alors que depuis la chute de Sedan, le 2 septembre, il représente le dernier espoir du camp français, Bazaine renonce à poursuivre le combat et capitule le 28 octobre. Cette reddition est souvent expliquée par le manque de motivation de Bazaine à défendre un gouvernement qui correspond de moins en moins à ses idéaux politiques. La nouvelle de cette reddition afflige la France, alors que le général Trochu ne parvient pas à desserrer l'étau allemand autour de Paris assiégée. Léon Gambetta, parti à Tours dans l'espoir de rassembler une armée de libération, comprend que sa tentative est désormais vaine et il lance une proclamation où il accuse Bazaine de trahison .

En 1873, il est traduit devant un conseil de guerre siégeant au Grand Trianon. Le duc d'Aumale, président, le condamne à la peine de mort avec dégradation militaire pour avoir capitulé en rase campagne, traité avec l'ennemi et rendu la place de Metz avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait. Mais le même tribunal signe à l'unanimité et envoie au président de la République une demande en grâce. Sa peine est alors commuée en 20 années de prison par le président Mac-Mahon, lui-même battu à Sedan. Il est incarcéré au fort de l'île Sainte-Marguerite, au large de Cannes. Il parvient à s'évader dans la nuit du 9 au 10 août 1874 et à s'enfuir en Espagne. Il se réfugie à Madrid où il meurt en 1888.

Le siège de Metz

Après avoir été vaincu à Saint-Privat et Gravelotte le 18 août 1870, le maréchal Bazaine bat en retraite vers Metz où il espère trouver un appui défensif important car les fortifications de Metz ont été renforcées. Les troupes de Bazaine sont assiégées par la 2ème armée prussienne, alors commandée par le neveu de Guillaume 1er. Les Français tentent de rompre le siège une première fois à Noisseville, puis une seconde fois à Bellevue, mais sont repoussés par deux fois. La seconde partie de l'armée française, reformée au camp de Châlons et commandée par le maréchal de Mac-Mahon, quitte sa position le 23 août 1870 pour tenter de renforcer l'armée de Bazaine, mais deux armées allemandes la piègent le 1^{er} septembre 1870 dans les Ardennes, lors de la bataille de Sedan, où elle sera contrainte de capituler le 4 septembre 1870. Pour échapper à la pression croissante de la population messine, qui aimerait le voir forcer le blocus, Bazaine s'établit au Ban-Saint-Martin. En octobre, pas moins de 15 000 malades ou blessés s'entassent dans les hôpitaux de la ville ou des baraquements de fortune. Les vivres et l'eau sont maintenant sévèrement rationnés. L'efficacité du blocus allemand commence à porter ses fruits.

La privation de nourriture affecte durement le moral des habitants. Mais c'est la capitulation de l'armée de Mac Mahon à Sedan, et la chute de l'Empire, qui sonne le glas des espoirs messins. Fin octobre 1870, le moral est au plus bas et la population commence à soupçonner Bazaine d'avoir négocié en secret avec l'ennemi. C'est au château de Frescaty qu'est signée, le 27 octobre 1870 la capitulation de Metz. Le 28 octobre Bazaine livre à l'ennemi près de 150 000 prisonniers et un matériel considérable. Le 29 octobre les prussiens entrent triomphalement dans la ville.

Après la chute de Metz, le prince Frédéric-Charles et la seconde armée allemande rejoignent la vallée de la Loire avec pour objectif de vaincre l'armée de la Loire, créée à partir de troupes rappelées d'Algérie. Le maréchal Bazaine est très vite accusé de mollesse devant l'ennemi, voire de trahison. Gambetta accable Bazaine. Il est finalement condamné pour trahison et intelligence avec l'ennemi.



Guillaume 1er



La Commune

1871-18 Janvier : l'Unité allemande est réalisée, les souverains allemands réunis au château de Versailles proclament l'empire. Le roi **Guillaume 1er de Prusse** devient **empereur d'Allemagne**. Bismarck exigeant de traiter avec des représentants élus, des élections sont organisées en France.

8 Février. les monarchistes sont majoritaires à l'assemblée : 400 sur 675. Ils ont été élus parce que favorables à la paix.

Gambetta soutient les élus d'Alsace et de Lorraine, démissionne et s'exile en Espagne.

17 Février : Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif. Le 21, il rencontre Bismarck.

1er mars : l'assemblée approuve la convention d'armistice (546 députés pour, 107 contre).

10 mars : l'assemblée transfère son siège de Paris à Versailles.

18 mars : début de la **Commune**. **Thiers** tente de confisquer les 227 canons de la Garde Nationale, mais les soldats chargés de cette opération à Montmartre sont encerclés par une foule avec laquelle ils fraternisent. Le comité central de la Garde Nationale prend possession de l'Hôtel de Ville.

La Commune de Paris

est le nom donné au mouvement révolutionnaire et au gouvernement insurrectionnel mis en place à Paris entre le 18 mars et le 28 mai 1871, après la guerre de 1870-1871 contre les Prussiens.

-2 septembre 1870 : défaite de Sedan et reddition de l'empereur Napoléon III aux Prussiens.

-4 septembre : proclamation de la IIIe République sur la place de l'Hôtel de Ville, à Paris.

-18 septembre 1870 au 28 janvier 1871 : siège de la capitale et résistance des parisiens.

-28 janvier 1871 : armistice entre le gouvernement provisoire et le IIe Reich allemand.

-8 février : élection de l'Assemblée nationale, installée à Bordeaux, c'est elle qui doit voter le traité de paix. Celle-ci est composée de nombreux royalistes et d'une majorité prête à accepter les conditions du chancelier Bismarck. Les républicains radicaux et les socialistes parisiens qui trouvent les conditions humiliantes y sont opposés.

-26 février 1871 : signature des préliminaires de paix qui prévoient l'occupation de l'Ouest de Paris par les Prussiens.

-1er mars : défilé des Prussiens dans Paris.

-8 mars : l'Assemblée nationale supprime la solde des gardes nationaux ainsi que le moratoire sur les loyers et les dettes.

Ces derniers événements exaspèrent les Parisiens. La Garde nationale s'organise en une Fédération des bataillons avec pour mot d'ordre l'instauration de la République. L'Assemblée nationale, qui craint une rébellion, s'installe à Versailles.

-Le 18 mars 1871, le chef du gouvernement provisoire, Adolphe Thiers envoie des troupes pour désarmer la Garde nationale. Celles-ci fraternisent avec la foule et la Garde nationale. Adolphe Thiers quitte Paris pour Versailles et exige le désarmement de la Garde nationale avant toute négociation.

La Commune de Paris

est le nom donné au mouvement révolutionnaire et au gouvernement insurrectionnel mis en place à Paris entre le 18 mars et le 28 mai 1871, après la guerre de 1870-1871 contre les Prussiens.

-2 septembre 1870 : défaite de Sedan et reddition de l'empereur Napoléon III aux Prussiens.

-4 septembre : proclamation de la IIIe République sur la place de l'Hôtel de Ville, à Paris.

-18 septembre 1870 au 28 janvier 1871 : siège de la capitale et résistance des parisiens.

-28 janvier 1871 : armistice entre le gouvernement provisoire et le IIe Reich allemand.

-8 février : élection de l'Assemblée nationale, installée à Bordeaux, c'est elle qui doit voter le traité de paix. Celle-ci est composée de nombreux royalistes et d'une majorité prête à accepter les conditions du chancelier Bismarck. Les républicains radicaux et les socialistes parisiens qui trouvent les conditions humiliantes y sont opposés.

-26 février 1871 : signature des préliminaires de paix qui prévoient l'occupation de l'Ouest de Paris par les Prussiens.

-1er mars : défilé des Prussiens dans Paris.

-8 mars : l'Assemblée nationale supprime la solde des gardes nationaux ainsi que le moratoire sur les loyers et les dettes.

Ces derniers événements exaspèrent les Parisiens. La Garde nationale s'organise en une Fédération des bataillons avec pour mot d'ordre l'instauration de la République. L'Assemblée nationale, qui craint une rébellion, s'installe à Versailles.

-Le 18 mars 1871, le chef du gouvernement provisoire, Adolphe Thiers envoie des troupes pour désarmer la Garde nationale. Celles-ci fraternisent avec la foule et la Garde nationale. Adolphe Thiers quitte Paris pour Versailles et exige le désarmement de la Garde nationale avant toute négociation.

Adolphe Thiers (Marseille 1797 - Saint-Germain-en-Laye 1877)

homme d'État français. Il est le 2^e président de la République de août 1871 à mai 1873. En 1830, il contribue aux Trois Glorieuses et à la mise en place de la monarchie de Juillet dont il est deux fois président du Conseil. Orléaniste, partisan libéral d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle « le roi règne, mais ne gouverne pas », il s'éloigne du roi sur la politique étrangère (crise de 1840) et critique l'intransigeance de Guizot qui provoque la révolution de 1848. Il se rallie à la République pour l'orienter vers une politique d'ordre préparant un retour à la monarchie constitutionnelle.

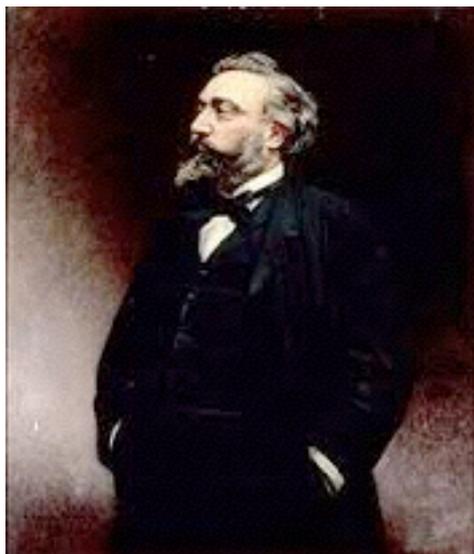
Opposé au coup d'État du 2 décembre 1851, il ne se rallie jamais à Napoléon III, auquel il demande en 1864 les « libertés nécessaires ».

En février 1871, après la chute du Second Empire lors de la guerre contre la Prusse, il devient chef du pouvoir exécutif. En mai de la même année, son gouvernement ordonne l'écrasement de la Commune de Paris. Le 31 août 1871, il devient le premier président de la Troisième République. Son ralliement définitif à une « République conservatrice » provoque, en mai 1873, sa mise en minorité face au Duc de Broglie



Léon Gambetta (Cahors 1838 - Sèvres 1882)

Membre du Gouvernement de la Défense nationale en 1870, chef de l'opposition dans les années suivantes, il est l'une des personnalités politiques les plus importantes des premières années de la Troisième République et joue un rôle clé dans la pérennité du régime républicain en France après la chute du Second Empire. Il a été président de la Chambre des députés (1879-1881), puis président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de novembre 1881 à janvier 1882).





la Commune au Père Lachaise



Denfert-Rochereau

1871-26 Mars : les insurgés font élire le Conseil Général de la Commune de Paris qui adopte des mesures telles que : la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'adoption du drapeau rouge, l'instruction laïque gratuite et obligatoire, l'interdiction de l'enseignement confessionnel et la nationalisation des biens religieux.

21 Mai : les Versaillais (armée aux ordres du gouvernement) entrent dans Paris par la porte de Saint-Cloud.

21 au 28 Mai : la semaine sanglante marquée par des combats de rue avec des barricades s'achève par la défaite des insurgés au cimetière du Père Lachaise : 900 morts du côté des Versaillais, 10 000 morts du côté des communards.

De nombreux monuments sont incendiés dont les Tuileries, le Palais de Justice, l'Hôtel de Ville, le Palais Royal.

10 Mai : signature du **traité de Francfort** :

-la France doit verser 5 milliards d'indemnités de guerre à l'Allemagne (soit plus de deux fois le budget annuel de la France)

-cession de l'Alsace sauf Belfort (car défendue courageusement par Denfert-Rochereau), l'essentiel de la Moselle et une petite partie des Vosges et de la Meurthe (qui devient la Meurthe et Moselle).

Le traité de Francfort

L'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux le 13 février. Elle est dominée par les partis conservateurs (en particulier les royalistes). Sur 675 élus, 400 sont monarchistes. Le 16 février, Jules Grévy est porté à la présidence de l'Assemblée et Adolphe Thiers est élu à main levée chef du gouvernement. Il obtient carte blanche pour négocier les préliminaires de paix. Les négociations sont entamées, à Versailles, par Adolphe Thiers et Jules Favre dès le 23 février avec Bismarck. Elles aboutissent le 26 février à la signature des préliminaires à Versailles. Ce texte est ratifié par l'Assemblée nationale le 1^{er} mars par 546 voix contre 170 et 23 abstentions. Les 35 députés des territoires cédés quittent la séance.

Les principales dispositions sont les suivantes :

Les annexions : Bismarck refuse la consultation des populations. Il s'agit pour lui d'un « retour » à l'Allemagne de l'Alsace et d'une partie des départements lorrains Sont annexés :

- en Alsace : les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à l'exception de l'arrondissement de Belfort
- en Moselle : les arrondissements de Sarreguemines, Metz et 11 communes de l'arrondissement de Briey
- en Meurthe : les arrondissements de Sarrebourg (moins 9 communes) et Château-Salins
- dans les Vosges : les cantons de Saales et Schirmeck.

L'indemnité : le traité prévoit une indemnité de guerre de cinq milliards de francs-or à verser en trois ans. En gage de ce paiement, les Allemands obtiennent l'occupation d'une partie du territoire (6 départements du Nord et Belfort) jusqu'au paiement complet de cette somme.

Les négociations lors des préliminaires ont permis à Thiers de réduire l'indemnité de six à cinq milliards contre l'entrée de l'armée allemande à Paris qui avait effectivement bivouaqué du 1^{er} au 3 mars sur les Champs-Élysées.

Le gouvernement dirigé par Thiers émet un emprunt public le 20 juin 1871 d'un montant de deux milliards à 5 %. Les premiers versements sont donc rapidement transférés aux autorités allemandes qui sont satisfaites du respect de l'échéancier. Le 16 septembre 1873, le dernier soldat allemand quitte Verdun.



Thiers



Mac-Mahon

1871- 21 Juin : souscription d'un grand emprunt public de 4 milliards .

Les allemands évacuent le territoire au fur et à mesure des paiements. L'évacuation est terminée en Septembre 1873.

Loi du 14 avril 1871 : le maire est élu par le conseil municipal lui-même élu au suffrage universel. Pour les villes de plus de 20 000 habitants. il est nommé par le gouvernement.

Loi du 10 Août 1871 : le préfet est l'unique représentant de l'Etat dans le département. Le Conseil Général est élu au suffrage universel masculin.

31 Aout : Thiers est désigné «Président de la République». Il transfère le siège de la présidence de Paris à Versailles.

1873-15 Mars convention d'évacuation des troupes allemandes.

24 Mai : démission de Thiers, jugé trop républicain. Le nouveau Président **Mac-Mahon** est favorable au retour de la royauté. En pratique, il laisse le duc de Broglie gouverner.

20 Novembre : prorogation de 7 ans du mandat de Mac-Mahon.

Mac-Mahon (Sully Saône-et-Loire - Montcresson Loiret 1893)

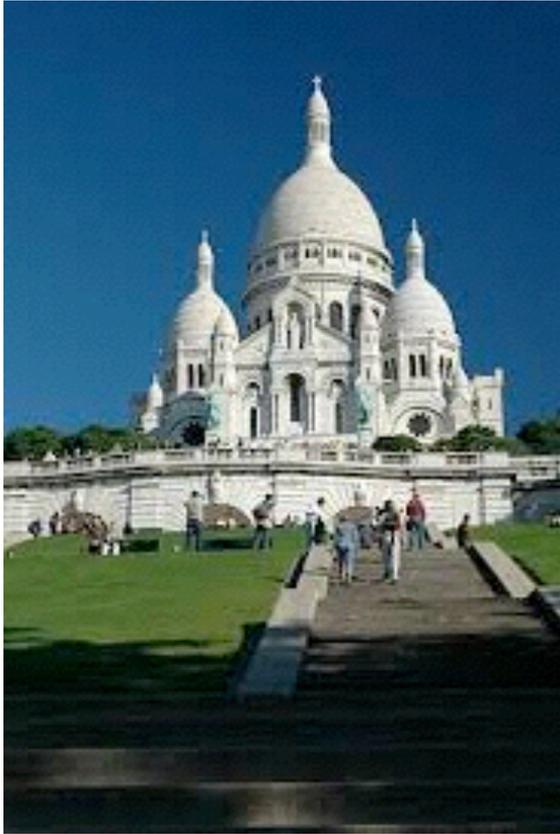
maréchal de France, 3^e président de la République française, fonction qu'il occupe de mai 1873 à janvier 1879. Pendant la guerre de Crimée, en septembre 1855, il mène avec succès, pendant le siège de Sébastopol, l'attaque du fort de Malakoff, où il aurait prononcé son célèbre « J'y suis, j'y reste ! », ce qui aboutit à la chute de Sébastopol.

Après son retour en France, il est fait sénateur. Il refuse le commandement des troupes françaises, il est envoyé, sur sa demande, en Algérie, où il est vainqueur des Kabyles. Revenu en France, il vote comme sénateur contre la loi inconstitutionnelle sur la sécurité générale, proposée après l'attentat manqué d'Orsini contre la vie de l'empereur.

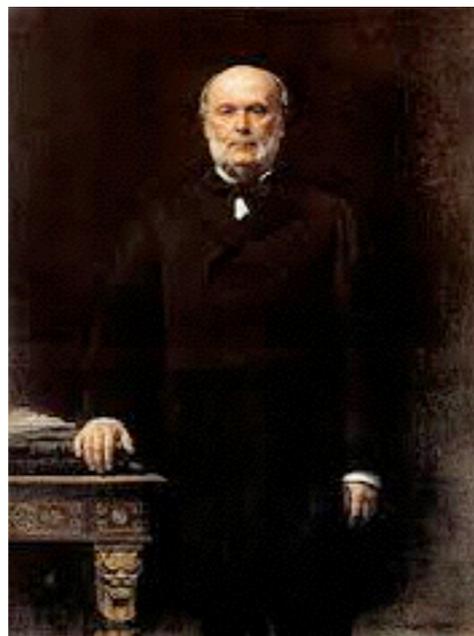
Il se distingue lors de la campagne d'Italie de 1859. A la bataille de Magenta, il assure la victoire française. Il reçoit de Napoléon III le bâton de maréchal, et devient duc de Magenta. En 1861, il représente la France au couronnement de Guillaume 1^{er} de Prusse. En 1864, il est nommé gouverneur général d'Algérie. En 1870 l'empereur abandonne ses projets algériens et Mac Mahon est rappelé.

Il participe à la guerre franco-prussienne de 1870, essuie plusieurs défaites en Alsace et lors de la bataille de Sedan où il est blessé dès le début des combats. Il est fait prisonnier lors de la capitulation de Sedan. En 1871, il est nommé à la tête de l'armée régulière dite « versaillaise » qui, aux ordres du gouvernement légal, réprime durement la Commune de Paris, tuant ou capturant des milliers de personnes.

Porté par sa popularité, il est élu président de la République par la majorité royaliste de l'époque, après la chute d'Adolphe Thiers le 24 mai 1873. Il nomme à la présidence du Conseil le duc Albert de Broglie, un monarchiste, projetant ainsi une restauration de la monarchie. Mais l'échec de cette restauration le conduit à voter le septennat présidentiel. Après les élections sénatoriales de janvier 1879, Mac Mahon, qui ne dispose plus d'aucun soutien parlementaire, démissionne.



Montmartre



Jules Grévy

1874-24 Juillet : les légitimistes font adopter une loi qui décide de construire la basilique du Sacré-Coeur à Montmartre (1875-1914), en réparation des crimes de la Commune.

5 août : le comte de Paris reconnaît la légitimité du comte de Chambord, mais la tentative de Restauration échoue.

1875-30 Janvier : adoption de l'amendement Wallon : «le président de la République est élu à la majorité absolue au Sénat et à la Chambre des députés, réunis en Assemblée Nationale. Il est nommé pour 7 ans et il est rééligible. Cet amendement entérine la fondation de la IIIème République.

1879-30 Janvier : face à la montée des républicains, le conservateur Mac-Mahon est contraint à la démission. Jules Grévy est élu président de la République.

14 Février : la Marseillaise devient l'hymne national de la France.

21 Juin : les Chambres siègent à Paris, sauf pour l'élection du président de la République qui se déroule à Versailles.

1880-29 Mars : la Compagnie de Jésus est dissoute, les autres congrégations ont 3 mois pour demander une autorisation.

6 Juillet : le 14 Juillet est décrété Fête Nationale.



Jules Ferry



Waldeck-Rousseau

1881-16 Juin la loi Ferry décide de la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques.

1882-28 mars : obligation pour les enfants de 6 à 13 ans de fréquenter l'école. Mise en place du Certificat d'études.

-20 mai : mise en place de la **Triplice**, triple alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

1884 21 mars la loi Waldeck-Rousseau légalise les syndicats.

1886 **Boulangier** devient ministre de la guerre.

1887 3 Décembre : Sadi Carnot remplace Jules Grévy à la présidence de la République.

1889 27 Janvier Boulangier est élu député. Le boulangisme connaît alors un grand succès car il repose sur deux thèmes populaires :

- la patrie et l'espoir de revanche sur l'Allemagne
- le peuple et l'espoir d'une politique sociale.

Il rallie tous les mécontents : radicaux et socialistes, nationalistes, droite monarchiste et bonapartiste.

Avril : Boulangier doit s'enfuir en Belgique.

22 Juin Waldeck Rousseau est nommé président du Conseil

La Triplice, contraction du terme « **Triple Alliance** »

est le nom donné à la veille de 1914 à l'alliance conclue entre l'Empire allemand, l'Empire austro-hongrois et le Royaume d'Italie puis par l'Empire ottoman. De 1890 à 1914, la Triplice tente d'isoler diplomatiquement la France et d'entraver son expansion coloniale (incident de Fachoda en 1898 et « coup d'Agadir » en 1911). La France s'allie avec la Russie (Alliance franco-russe). Afin de se protéger et de s'allier en cas de conflit, la France, le Royaume-Uni et la Russie créent en 1907 la Triple-Entente. La tension entre les deux blocs ne cesse alors de croître, aboutissant à la Première Guerre mondiale. Dans un premier temps, l'Italie préfère rester neutre, car selon le gouvernement d'Antonio Salandra, la Triplice est essentiellement un pacte défensif, rien n'obligeant l'Italie à participer à une guerre offensive.

Cependant, à la suite de la signature du Pacte de Londres, le 4 septembre 1914, les Alliés parviennent à faire quitter la Triplice à l'Italie qui adhère au pacte le 26 avril 1915, contre la promesse d'attribution aux Italiens de territoires dans le Trentin-Haut-Adige, sur la mer Adriatique et en Turquie. Rome déclare la guerre à l'Allemagne le 24 mai suivant.



1914 : LES ALLIANCES



La crise boulangiste (1886-1889)

Le général Boulanger est ministre de la guerre en 1886. Très populaire dans la frange de la population déçue par la République des Opportunistes et très prisé parmi les Revanchards (il est surnommé le "Général Revanche"), il est considéré par beaucoup de républicains comme un danger pour la République et la paix. Relevé de ses fonctions ministérielles en 1887 puis mis à la retraite en 1888, il devient le point de ralliement de tous les mécontents :

- les radicaux et socialistes, adversaires de la République des Opportunistes,
- les Nationalistes de Paul Déroulède et de la Ligue des patriotes),
- les représentants de la droite monarchiste et bonarpartiste.

Boulanger est élu plusieurs fois député en province en 1888 puis à Paris en 1889 mais il refuse de s'emparer du pouvoir par la force comme le lui demandent certains de ses partisans.

Menacé de passer en Haute Cour de justice pour "atteinte à la sûreté de l'Etat", il s'enfuit à l'étranger en avril 1889 (Belgique). L'exposition universelle de 1889 contribue à le faire oublier et les candidats "boulangistes" sont battus en septembre aux élections de la même année.



l'assassinat de Sadi-Carnot



Emile Zola

1894-24 Juin **assassinat de Sadi Carnot** à Lyon par un anarchiste italien : Caserio.
27 Juin : Jean Casimir - Perier (1847 - 1907), de la gauche républicaine modérée devient président de la République.
15 Octobre le général Mercier, ministre de la guerre ordonne l'arrestation du capitaine Dreyfus.
22 Décembre : Dreyfus est condamné au bague à perpétuité pour espionnage au profit de l'Allemagne.
L'affaire Dreyfus : La France se divise alors entre dreyfusards et anti-dreyfusards.

1895-17 janvier Casimir-Perier démissionne. Felix Faure, républicain progressiste modéré est élu Président de la République.

1898-13 Janvier «J'accuse... de Zola»: révision du procès Dreyfus suite à la mobilisation des dreyfusards.

1899-16 février Félix Faure décède à l'Elysée, d'une congestion cérébrales mais dans des circonstances cocasses passées à la postérité. Emile Loubet, de l'Alliance Républicaine Démocratique le remplace.



Sadi Carnot (Limoges 1837 - Lyon 1894)

président de la République du 3 décembre 1887 au 25 juin 1894, le lendemain de son assassinat.

Haut fonctionnaire, Sadi Carnot, avant de se faire élire à l'Élysée, a été député de la Côte-d'Or, préfet de la Seine-Inférieure, puis sous-secrétaire d'État aux Travaux, ministre des Travaux publics, puis des Finances. Dans un contexte d'agitation syndicale et anarchiste Sadi Carnot est blessé d'un coup de poignard par l'anarchiste italien Caserio le 24 juin 1894, alors qu'il quitte un banquet organisé à la Chambre de commerce à l'occasion de l'exposition universelle à Lyon.

Le député Gaston Doumergue, futur président de la République, est témoin de la scène. Le président de la République meurt des suites de ses blessures.

Caserio est guillotiné le 16 août suivant pour ce crime. Son assassinat fait adopter par la Chambre la dernière et la plus marquante des lois visant les anarchistes. Il repose au Panthéon au côté de son grand-père Lazare Carnot.



Caserio



L'affaire Dreyfus

est un conflit majeur de la 3ème République autour de l'accusation de trahison faite au capitaine Dreyfus, français d'origine alsacienne et de confession juive qui sera finalement innocenté.

Entre 1894 et 1906, la France se divise en deux camps : les dreyfusards et les anti-dreyfusards dans un contexte de nationalisme et d'anti-sémitisme.

1894 15 Octobre : le général Mercier, ministre de la guerre ordonne l'arrestation du capitaine Dreyfus, supposé avoir livré des documents secrets à l'Empire allemand.

22 Décembre : Dreyfus est condamné au bagne à perpétuité pour espionnage au profit de l'Allemagne.

1898 13 Janvier «J'accuse... de Zola» révision du procès Dreyfus suite à la mobilisation des dreyfusards.

1899 3 Juin : le procès Dreyfus de 1894 est cassé.

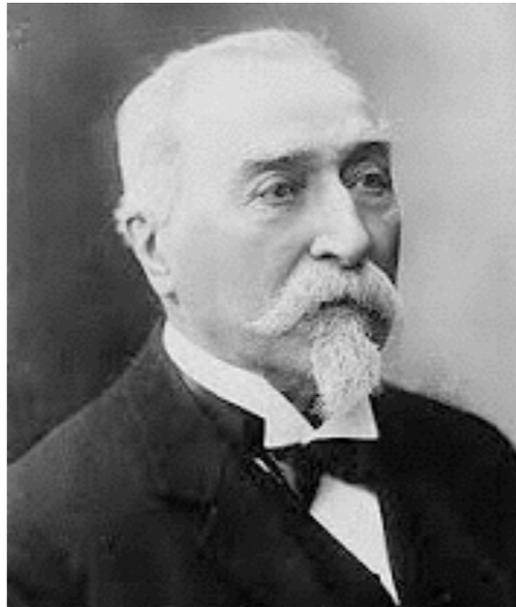
9 Septembre : second procès Dreyfus à Rennes, il est de nouveau condamné, mais seulement à 10 ans de réclusion.

19 Septembre ; le président de la République Emile Loubet gracie le capitaine Dreyfus.

1906 12 juillet la cour de cassation de Rennes réhabilite le capitaine Dreyfus.



Emile Loubet



Emile Combes

1899-3 Juin : le procès Dreyfus de 1894 est cassé.

9 Septembre : second procès Dreyfuss à Rennes, il est de nouveau condamné, mais seulement à 10 ans de réclusion.

19 Septembre ; le président de la République Emile Loubet gracie le capitaine Dreyfus.

1901-1er juillet : Waldeck-Rochet fait adopter une loi sur les associations à but non lucratif.

1902-7 Juin Emile Combes devient président du conseil des ministres jusqu'au 24 Janvier 1905.

1904-Mai : rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège

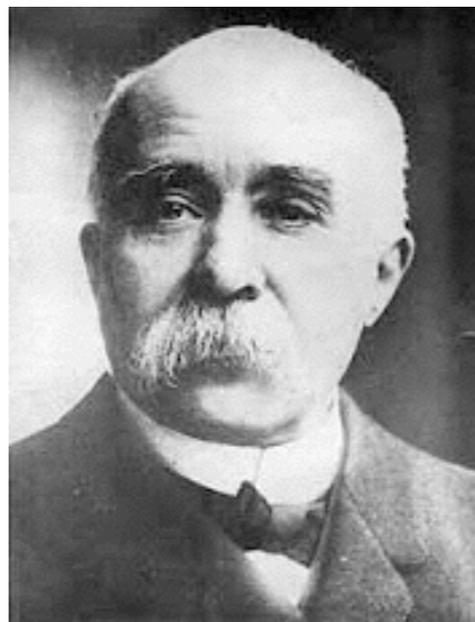
7 Juillet : **la loi Combes** interdit aux congrégations religieuses d'enseigner, elles ont dix ans pour régulariser la situation. Près de 2500 établissements sont contraints de fermer.

1905-24 Janvier suite à «l'affaire des fiches» : espionnage d'officiers par des réseaux francs-maçons, Combes est contraint à la démission. Maurice Rouvier devient Président du Conseil des Ministres.

9 Décembre: la **loi sur la séparation de l'église et de l'état** est adoptée à l'initiative du député socialiste Aristide Briand.



Aristide Briand



Clemenceau

La séparation de l'Eglise et de l'Etat

1904 Mai rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège
7 Juillet : **la loi Combes** interdit aux congrégations religieuses d'enseigner, leur donnant un délai de dix ans pour se mettre en conformité avec la loi. Près de 2500 établissements sont contraints de fermer.

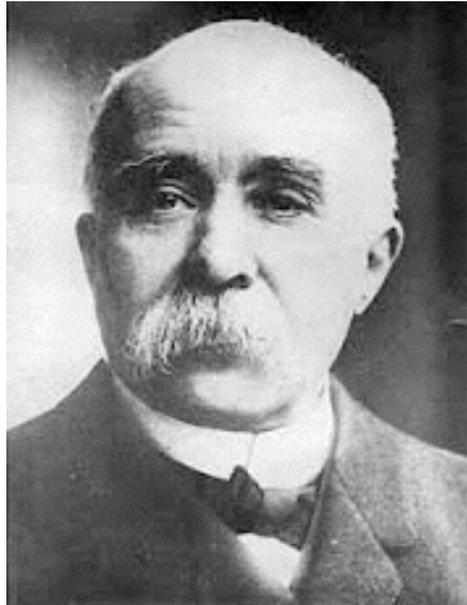
1905 9 Décembre: la **loi sur la séparation de l'église et de l'état** est adoptée à l'initiative du député socialiste Aristide Briand.

Ce régime remplace le Concordat de 1801, qui subsiste encore aujourd'hui en Alsace-Moselle, les élus en ayant fait une des trois conditions de l'acceptation de leur rattachement à la France en 1919. Cette loi prévoit que :

- la République garantit le libre exercice des cultes;
- les ministres des cultes ne sont plus rémunérés par l'état.
(contrepartie de la confiscation des biens en 1790)
- les établissements publics du culte sont remplacés par des associations cultuelles, l'état se réservant le droit de confier les bâtiments de culte aux associations cultuelles. Les biens immobiliers ou mobiliers non nécessaires à l'exercice du culte deviennent la propriété d'établissements publics.

La loi prévoit des inventaires qui donnent lieu à de nombreux heurts.

1906 Mars Clémenceau fait suspendre les opérations d'inventaire qui nécessiteraient un recours à la force.



Clemenceau



Poincaré

1906-18 Février Armand Fallières (1841 - 1931), du parti de centre droit, l'Alliance Républicaine Démocratique devient Président de la République

-Mars Georges **Clémenceau**, ministre de l'intérieur, radical et anti clérical fait suspendre les opérations d'inventaire dans les cas nécessitant l'utilisation de la force.

12 juillet la cour de cassation de Rennes réhabilite le capitaine Dreyfus.

25 Octobre Georges Clémenceau, président du Conseil des ministres.

1907 : création de la Triple Entente

1907-1908-politique d'apaisement du gouvernement dans la mise en application de la loi de séparation de l'église et de l'état.

1907-1909-Clémenceau devient : « le briseur de grèves».

1909-20 Juillet :il fait voter un ordre du jour qui est repoussé par 212 voix contre 176. Il est contraint à la démission.

24 Juillet Aristide Briand, socialiste, devient Président du Conseil.

1913-18 Février **Raymond Poincaré**, républicain modéré, du Parti Républicain démocratique devient président de la République (jusqu'au 18 Février 1920).

Georges Clémenceau (Mouilleron-en-Pareds (Vendée) 1841 - Paris 1929)

radical-socialiste, président du Conseil de 1906 à 1909, puis de 1917 à 1920.

Maire du 18e arrondissement de Paris puis président du conseil municipal de Paris au début de la Troisième République, ainsi que député en 1871, puis de 1876 à 1893, siégeant en tant que républicain radical. Défenseur de l'amnistie pour les Communards et anticlérical, il prône inlassablement la séparation des Églises et de l'État et s'oppose à la colonisation, faisant tomber le gouvernement Jules Ferry sur cette question. Il prend une part active dans la défense du capitaine Dreyfus.

Élu sénateur du département du Var en 1902, il est nommé ministre de l'Intérieur en 1906, se désignant lui-même comme le « premier flic de France ». Surnommé « le Tigre », il réprime alors les grèves et met fin à la querelle des inventaires, puis devient président du Conseil à la fin de l'année 1906, fonction qu'il occupe pendant près de trois ans. Il retourne ensuite au Sénat. ,

Le 16 novembre 1917, il est de nouveau nommé président du Conseil et forme un gouvernement consacré à la poursuite de la guerre. Négociateur lors de la Conférence de Versailles, le « Père la Victoire », après avoir promulgué la loi des huit heures, échoue à l'élection présidentielle de janvier 1920, étant critiqué à gauche et à droite, il se retire alors de la vie politique.

Raymond Poincaré (Bar-le-Duc Meuse 1860 - Paris 1934)

président de la République française, deux fois ministre de l'Instruction Publique, deux fois ministre des Affaires Etrangères, trois fois ministres des Finances.

Président du Conseil des Ministres de janvier 1912 à janvier 1913,

Président de la République de février 1913 à février 1920,

Président du Conseil des ministres de janvier 1922 à juin 1924, puis de juillet 1926 à juillet 1929.

Sénateur de la Meuse de 1920 à 1934.

Raymond Poincaré est une des grandes figures politiques de la IIIe République et également l'un des personnages centraux de la Première Guerre mondiale, conflit durant lequel il appela « le Tigre », Clemenceau, à la présidence du Conseil, en 1917.

La Triple-Entente

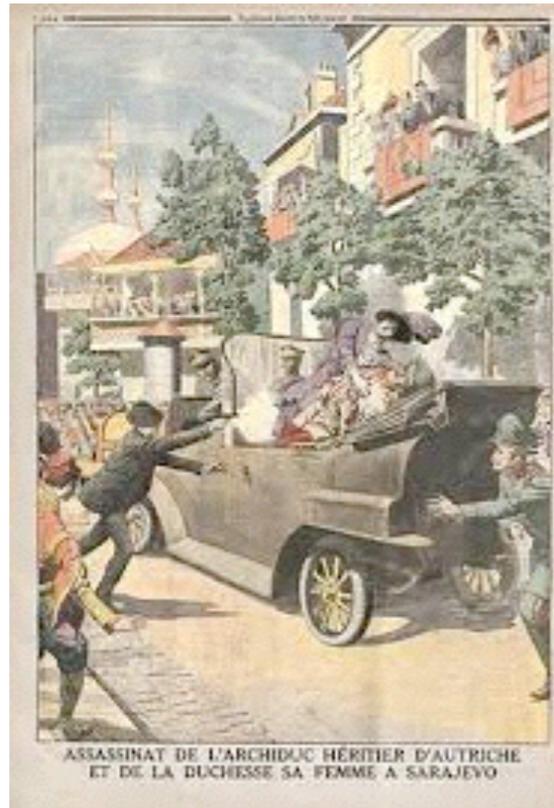
est l'alliance militaire de la France, du Royaume-Uni et de la Russie impériale par opposition à la Triplice. Elle est la combinaison de plusieurs accords bilatéraux entre les trois pays.

Il s'agit, tout d'abord, une convention militaire entre la France et la Russie le 17 août 1892, puis d'une alliance franco-russe, le 27 décembre 1893. Quelques années plus tard, le 8 avril 1904, la France et le Royaume-Uni signent l'Entente cordiale, traité de portée surtout symbolique (définit des zones d'influence concernant les colonies, afin d'éviter les incidents comme celui de la crise de Fachoda) marquant un rapprochement diplomatique entre les deux pays.

Le Royaume-Uni, après l'entrevue de Guillaume II et de Nicolas II à Bjorköe en juillet 1905, s'inquiète d'une tentative de rapprochement de la part de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie. Il se décide donc à sortir de son « splendide isolement » et à régler ses différends avec la Russie. Cela aboutit à l'accord du 31 août 1907 avec la convention anglo-russe où les deux puissances délimitent leurs zones d'influence en Afghanistan, en Perse, et au Tibet.

Ce rapprochement ne comporte aucune alliance proprement dite, mais ajouté à l'alliance franco-russe et à l'Entente cordiale, cet accord à propos de litiges asiatiques ébauche une Triple-Entente en face de la Triplice (ou Triple Alliance).

Ce sont en premier lieu toutes les crises balkaniques provoquées par l'Autriche-Hongrie et en second lieu les crises provoquées par l'Allemagne (la canonnière d'Agadir, le Bec de canard en Afrique) qui vont lui donner de la cohésion et aboutir à la Grande Guerre.



l'attentat de Sarajevo



la déclaration de Guerre

1914-28 juin : l'attentat de Sarajevo : l'archiduc François-Ferdinand est assassiné par Gavrilo Princip, un étudiant nationaliste serbe de Bosnie.

Les principaux états européens sont répartis en deux blocs :
La Triple Entente créée en 1907 : France, Royaume-Uni et Russie. (faisant suite à l'Entente cordiale de 1904 entre la France et le Royaume-Uni et aux accords franco-russe et anglo-russe).

La triple Alliance ou triplice : Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie qui quitte la triplice le 4 Septembre 1914.

5 Juillet : Guillaume II assure l'Autriche-Hongrie de son soutien si cette dernière attaque la Serbie.

28 Juillet : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

31 Juillet : **assassinat de Jean-Jaurès** à Paris.

1er Aout : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, qui soutient la Serbie.

2 aout : elle envahit le Luxembourg.

3 Aout : **déclaration de Guerre** : l'Allemagne déclare la guerre à la France, puis à la Belgique. Le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne qui vient d'envahir la Belgique.

6 Aout : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie.

11 et 13 Aout : la France puis le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Autriche-Hongrie.

L'attentat de Sarajevo

est perpétré le dimanche 28 juin 1914 contre l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, et son épouse la duchesse de Hohenberg, par le nationaliste serbe de Bosnie Gavrilo Princip, membre du groupe Jeune Bosnie (Mlada Bosna). Cet événement est considéré comme l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale qui a pour conséquence la défaite, la chute et le démembrement des Empires russe, austro-hongrois, allemand et ottoman.

Pendant leur interrogatoire, Prinzip, Čabrinović, et les autres ne dévoilent rien de la conspiration. Les autorités estiment que l'emprisonnement est arbitraire, jusqu'à ce qu'un des membres, Danilo Ilić, au cours d'un banal contrôle de papiers, prenne peur, perde son contrôle, et dévoile aux deux agents qui l'ont arrêté que les armes ont été fournies par le gouvernement serbe.

Le chancelier Bethmann-Hollweg assure l'Autriche-Hongrie du soutien de l'Empire Allemand.

L'Autriche-Hongrie accuse la Serbie de l'assassinat, mais l'entourage de l'empereur est divisé sur la conduite à tenir. Une entrevue à Potsdam avec le chancelier allemand Bethmann Hollweg assure les partisans de la guerre du soutien allemand et, au cours du Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie pose un ultimatum. Le lendemain, 8 juillet 1914, il rédige une lettre qui prévient ainsi l'Empereur : « Une attaque contre la Serbie amènerait très vraisemblablement l'intervention de la Russie et une guerre mondiale s'ensuivrait ». L'un des points de cet ultimatum étant irréalisable, la Serbie ne peut accepter l'ensemble des conditions.

Le 25 juillet 1914, soutenu par la Russie, le gouvernement serbe refuse la participation de policiers autrichiens à l'enquête sur le territoire serbe. Les relations diplomatiques entre les deux États sont rompues. Le 28 juillet 1914, soutenue par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie déclare une guerre « préventive » à la Serbie, ce qui, par le jeu des alliances, mène à la Première Guerre mondiale.



L'assassinat de Jean Jaurès

a lieu le vendredi 31 juillet 1914 à 21 h 40, alors qu'il dîne au café du Croissant, rue Montmartre, à deux pas du siège de son journal : L'Humanité. Il est atteint par deux coups de feu : une balle perfore son crâne et l'autre se fiche dans une boiserie. Il s'effondre, mortellement atteint.

Commis trois jours avant l'entrée de la France dans la Première Guerre mondiale, ce meurtre met un terme aux efforts désespérés que Jaurès avait entrepris depuis l'attentat de Sarajevo pour empêcher la la guerre. Il précipite le ralliement de la majorité de la gauche française à l'Union sacrée, y compris beaucoup de socialistes et de syndicalistes qui refusaient jusque-là de soutenir la guerre.

Cette Union sacrée n'existe plus en 1919 lorsque son assassin, Raoul Villain, est acquitté. Le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, en 1924, souligne une autre rupture politique intervenue au sein de la gauche, entre communistes et socialistes.

La Déclaration de Guerre

En Allemagne, Guillaume II assure l'Autriche de son appui inconditionnel. C'est alors que survient l'attentat de Sarajevo, prétexte pour l'Autriche d'en finir avec le foyer pro-slave que constitue la Serbie.

Les déclarations de guerre en 1914

- L'Autriche à la Serbie le 28 juillet, à la Russie le 5 août.
- L'Allemagne à la Russie le 1^{er} août, à la France le 3 août, à la Belgique le 4 août.
- Le Royaume-Uni à l'Allemagne, le 4 août, à l'Autriche le 13 août.
- Le Japon à l'Allemagne le 23 août.
- La France et le Royaume-Uni à la Turquie le 3 novembre.

En France, le gouvernement décrète la mobilisation générale le 3 août. Le lendemain, l'Allemagne envahit le Luxembourg, un pays neutre, et adresse un ultimatum à la Belgique, elle aussi neutre, pour réclamer le libre passage de ses troupes. Au même moment, l'Allemagne et l'Empire ottoman signent une alliance contre la Russie. Le 3 août, la Belgique rejette l'ultimatum allemand. Elle adresse un ultimatum au gouvernement français, exigeant la neutralité de la France qui en outre devrait abandonner trois places fortes dont Verdun. Le gouvernement français répond que « la France agira conformément à ses intérêts ». L'Allemagne déclare alors la guerre à la France, puis à la Belgique. Le Royaume-Uni déclare qu'il garantit la neutralité belge, et réclame le lendemain que les armées allemandes, qui viennent de pénétrer en Belgique, soient immédiatement retirées. Le gouvernement de Londres ne reçoit aucune réponse, et déclare donc la guerre à l'Allemagne. Seule l'Italie, membre de la Triplice qui la lie à l'Allemagne et à l'Autriche, se réserve la possibilité d'intervenir plus tard suivant les circonstances. Le 6 août, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie aux côtés de l'Allemagne. Le 11, la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, suivie par le Royaume-Uni le 13. Le 23 août, le Japon offre son appui aux Alliés et déclare la guerre à l'Allemagne. Le 1^{er} novembre, l'Empire ottoman se joint aux puissances centrales. Le sort de la guerre cependant se joue en Europe, surtout en France, qui en supporte la charge la plus lourde.